



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 141 - 20 MAI 1985

PRIX : 2 Frs

EXPULSIONS AU NIGERIA :
LES TRAVAILLEURS



N'ONT PAS DE PATRIE

SOMMAIRE

Page 3 : NIGERIA :

Certains immigrés ne veulent pas être traités comme du bétail.

Page 4 : NIGERIA :

Les fanatiques religieux, canalisent les mécontentements.

Page 5 : VOTE DES IMMIGRES A MONS :

Un acte isolé.

Page 6 : SENEGAL :

- "Je ne peut pas vous aider, mais votre argent m'intéresse".

- R.C.A. : Kolingba au secours de Habré.

Page 7 : CAMEROUN :

L'UPC et la man-geoire gouvernementale.

Page 9 : L'Afrique malade du capitalisme.

Page 11 : BANDOENG, trente ans après.

Page 12 :

EDEM KODJO :

L'art de faire du neuf avec du vieux.

ABONNEMENT

et

ADRESSE

cf. Page 15

éditorial

LES EXPULSIONS DU NIGERIA :

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE

Ainsi donc, pour la deuxième fois en deux ans, le gouvernement du Nigéria a procédé à l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de ressortissants étrangers, dits en "situation irrégulière". Oh, pas de n'importe quels ressortissants étrangers ! il ne s'agit pas des locataires, même étrangers, des hôtels de luxe de Lagos ou de Kano ! Non, ceux que l'on voit, parqués aux postes frontières sous la garde de militaires armés, ceux qui sont entassés dans des camions ou des bateaux, n'ont manifestement pas d'autres biens qu'un balluchon, un matelas ou, au mieux, un transistor. Ceux que l'on pourchasse dans le pays, que l'on malmène avant de les jeter dehors, ce sont des pauvres.

Ils sont de ceux, et ils sont déjà des millions en Afrique et ils sont de plus en plus nombreux, qui peuplent les taudis et les bidonvilles des grandes villes. Quelques-uns, une minorité, des ouvriers. Pour d'autres, chômeurs, tâcherons occasionnels, vendeurs ambulants, même être un ouvrier à demeure est déjà une chance. Ils sont de ceux qui, au cours de la décennie passée, ont quitté les campagnes les uns chassés par la famine, les autres sont ceux du Tchad, parce qu'à la misère s'ajoutent les bandes armées pillardes; d'autres encore, simplement, parce que la ville représente tout de même l'espoir de vivre autrement et peut-être, un peu mieux.

Oui, ils sont des millions en Afrique, sans feu ni lieu, à la recherche d'un travail, même intermittent, dont l'afflux a fait de Lagos, de Dakar, de Douala ou d'Abidjan des villes en croissance rapide. Et parce que la misère est plus forte que les frontières, ceux-là ne respectent pas les frontières. D'ailleurs quelle différence entre les contrôles et les brutalités dans les pays qui figurent sur leur carte d'identité comme leur pays d'origine, et les contrôles et les brutalités ailleurs, à l'étranger ?

Et le Nigéria, avec ses grandes villes, avec ses activités commerciales, pétrolières et dans une certaine mesure, industrielles; avec ses chantiers; avec tout ce semblant d'essor économique causé par le pétrole et plus encore par la spéculation qu'il a engendrée, apparaissait pour des millions de Ghanéens, de Nigériens, de Tchadiens, de Béninois ou de Togolais, comme un pays d'espoir.

Pour la plupart d'entre eux, l'espoir s'est concrétisé simplement par un taudis dans un des bidonvilles de Lagos ou de Kano, et par des travaux occasionnels. Même au plus fort de l'essor économique du Nigéria, il n'y avait du travail régulier que pour une petite fraction de ce prolétariat potentiel, qu'ils fussent d'ailleurs Nigériens ou "étranger". Et la minorité qui gagnait régulièrement sa vie comme ouvrier, n'avait vraiment pas de quoi en devenir millionnaire...

.../...

En décidant d'expulser quelques centaines de milliers de ces pauvres venus d'ailleurs, le gouvernement nigérian ne compte pas rendre le sort des dizaines de millions de pauvres de chez lui meilleur. Il ne compte sans doute même pas que ces expulsions soient définitives. Il sait que pour brutale soit l'attitude de la police nigériane à l'égard des étrangers pauvres, et que pour sanglantes soient les méthodes d'expulsion tant qu'on meurt de faim au Tchad ou au Ghana, les expulsés reviendront.

Mais comme les dirigeants d'autres pays d'immigration d'Afrique; le Gabon ou la Côte d'Ivoire; ou comme tant de dirigeants des riches pays impérialistes d'Occident, les dirigeants nigériens espèrent au moins désigner un bouc émissaire devant les pauvres de leur propre pays. Parce qu'aujourd'hui, la situation est explosive au Nigéria. La crise a frappé, à la mesure de l'essor spéculatif d'avant. Et dans ce pays où, plus encore que dans d'autres, est patent le contraste entre l'enrichissement d'une bourgeoisie affairiste et l'accumulation de la pauvreté, des révoltes se multiplient.

Alors, le gouvernement militaire a choisi la démagogie anti-étrangère comme dérivatif. Comme son prédécesseur civil. Et avec les mêmes méthodes barbares qui ont fait déjà, plusieurs dizaines de morts. Nous ne savons pas si cette nouvelle vague d'expulsion a suscité des réactions anti-étrangères, comme en a suscité la précédente. Il ne semble pas, et c'est alors un signe d'espoir.

L'évolution économique des dix, des vingt dernières années, en dépeuplant les campagnes au profit des villes, de ses usines parfois, de ses taudis toujours, est en train de forger un prolétariat. En ballotant les pauvres d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, tantôt sous la contrainte de la recherche du travail tantôt sous la contrainte des expulsions policières, l'évolution des choses est en train d'apprendre à ces prolétaires, dans les faits, qu'ils n'ont pas de patrie, et qu'ils ne peuvent pas en avoir.

Alors, il faut que cet état de fait devienne conscient. Il faut qu'il y ait des hommes, des femmes pour l'exprimer. Il faut que naissent, en Afrique aussi, des organisations pour écrire clairement sur le drapeau que, par-delà les frontières d'Etat, il y a une seule et unique classe de prolétaires. Quelle n'a rien, mais vraiment rien d'autre à espérer du système capitaliste que la perpétuation de sa misère. Mais le prolétariat d'Afrique s'il ne peut rien pour améliorer son sort à l'intérieur du système, peut, par contre, contribuer à le détruire. Le système capitaliste ne lui laissera pas d'autre voie que la révolte. Il lui faudra la volonté politique d'entraîner dans la révolte ses frères prolétaires d'Europe, d'Amérique ou d'ailleurs.

CERTAINS IMMIGRES NE VEULENT PAS

NIGERIA :

ETRE TRAITES COMME DU BETAIL

Selon certaines informations rapportées par le quotidien sénégalais "Le Soleil" du 14 Mai, l'expulsion des étrangers du Nigéria ne s'est pas passée sans difficulté. Mécontents d'être traités comme du bétail, certains "sans-papiers" s'en sont pris aux forces de police. Ce journal rapporte que le 12 Mai, à l'aube, "peu après leur arrivée au poste de Semé, ils avaient commencé à se rebeller et s'en étaient violemment pris aux forces de l'ordre nigériennes, très vite débordées. Les étrangers, ghanéens pour la plupart, avaient même conquis une partie de l'aéroport et mis à sac un hangar de fret".

D'après le même journal, le 13 Mai au matin, "les étrangers parvenaient à nouveau à déborder le cordon de police, cassaient le standard téléphonique, détruisaient des relais électriques et pillaient la cantine". Il semble donc que cette fois certains immigrés aient donné le fil à retordre aux autorités nigériennes. Mais cette résistance n'a pas empêché l'expulsion.

NIGERIA : LES FANATIQUES RELIGIEUX, CANALISENT LES MECONTENTEMENTS

A la fin du mois d'avril, de violents affrontements ont eu lieu entre les fanatiques musulmans et la police à Gombé, dans l'Etat de Banchi, au Nord-Est du Nigéria.

Il y a eu officiellement 150 morts et près de 250 arrestations. Au cours de ces affrontements qui ont duré plusieurs jours, des scènes de lynchage ont eu lieu. Une partie des habitants de Gombé, constitués en milice, ont même organisé une chasse aux fanatiques, allant même jusqu'à brûler vif certains d'entre eux.

Que de telles scènes se passent au Nigéria, cela peut s'expliquer: Le plus peuplé d'Afrique, le Nigéria est une mosaïque de populations aux traditions et aux coutumes diverses. C'est aussi un pays où le capitalisme s'est développé dans le sens le plus outrancier, le plus anarchique et le plus impitoyable, aidé en cela par la découverte et la mise en exploitation des gisements pétroliers importants. Par sa taille, il représente un vaste marché que se disputent les différentes multinationales qui dominent le monde.

Alors avec la crise, les disparités sociales que le boom pétrolier avait quelque peu atténuées se sont révélées dans leur triste réalité. Ce d'autant plus que le pays avait connu un important exode rural, faisant de villes comme Ibadan, Lagos, d'immenses concentrations urbaines. Avec pour conséquence le développement de tous les aspects les plus négatifs de la société capitaliste.

Les explosions sociales se font donc de plus en plus fréquentes. Parfois très violentes, toujours très meurtrières. En 1982 à Kano, des fanatiques religieux dirigeaient une révolte qui paralysa tout l'Etat, avec une série d'émeutes d'une rare violence. La même année, à Kaduna, il y eut des affrontements sanglants, suite à des émeutes conduites cette fois-là aussi par des fanatiques musulmans.

Si à la tête de chaque explosion, on retrouve donc toujours une secte de fanatiques religieux, cela n'est pas le fait du hasard. L'explication se trouve dans la réalité quotidienne du Nigéria, avec les incertitudes que la société capitaliste avilissante fait peser sur de plus en plus de gens. C'est pour cela que les sectes fleurissent. Leurs adeptes militent activement, s'appuyant sur les préjugés et les sentiments religieux de la fraction la plus défavorisée de la population.

Ils jouent sur le désarroi des populations qui, touchées par la crise, ne voient comme responsable de leurs maux que la société occidentale. C'est ainsi qu'au nom de l'Islam, l'on voit les sectes religieuses dénoncer les injustices et les inégalités. Au nom des idées les plus rétrogrades, ils ont fait appel aux valeurs traditionnelles africaines, opposées pour la circonstance aux valeurs importées d'Occident. Et sur cette base, ils sont capables d'aller jusqu'à l'extrême violence. C'est ce qui se passe en ce moment.

Mais sur cette voie de la dénonciation de l'occidentalisation des populations africaines, au nom des valeurs du passé, le mieux que l'on puisse gagner, c'est un régime à la Khomeiny. C'est dire qu'il s'agit-là d'une perspective bien peu réjouissante pour les populations pauvres du Nigéria. Car cela reviendrait, comme en Iran par exemple, à priver les travailleurs et les paysans pauvres de tout droit, à limiter les libertés sans pour autant faire disparaître l'exploitation et l'oppression.

.../...

Mais même pour arriver à une situation comme celle de l'Iran, il faudrait des luttes, des batailles coûteuses en vie humaine. On le voit d'ailleurs à travers les affrontements sporadiques actuels au Nigéria. Alors, face à ces montées de violence dirigées par les fanatiques, il n'y a vraiment pas de réponse abstraite. Il n'y a pas d'autre solution que d'opposer au militantisme aveugle des forces réactionnaires, le militantisme conscient des travailleurs. Il faut qu'émergent au leur sein, des forces politiques qui soient la conscience des travailleurs. Des forces qui visent à la transformation des choses dans le sens des intérêts des prolétaires.

Sans cela, eh bien les travailleurs risqueraient de se retrouver à vivre au rythme de la charia (loi islamique) ou sous le joug d'un Khomeiny africain.

VOTE DES IMMIGRES A MONS :

UN ACTE ISOLE

Récemment François Mitterrand a déclaré au congrès de la ligue des droits de l'homme qu'il faut penser un jour au vote des immigrés en France. Il a voulu sûrement rappeler que cela faisait partie des promesses électorales du candidat Mitterrand en 1981. Mais depuis son élection, cette promesse parmi tant d'autres est passée aux oubliettes. Depuis sa récente déclaration il y a eu deux municipalités socialistes qui ont organisé des élections municipales pour élire des conseillers immigrés.

Bien sûr que ces élections sont un acte symbolique, car les conseillers élus n'auront pas le droit de voter les décisions du conseil. Ces mini-élections ont suscité comme il fallait s'y attendre, des réactions de la droite et de l'extrême-droite. Elles se sont déclarées **contre**.

Il est pourtant bien normal que les travailleurs immigrés aient le droit de voter non seulement aux élections municipales, mais même à toutes les élections politiques (présidentielles - législatives). Ils vivent ici, y travaillent participant ainsi à la vie économique du pays pour la plupart depuis des années. Le droit de vote ne serait que la moindre des choses.

Il ne faut certes pas avoir l'illusion que si ce vote existait cela changerait quelque chose d'important car les travailleurs français ont ce droit et il ne sont pas plus associés à la gestion du pays que de leur ville.

Le droit de vote pour les immigrés pourrait tout simplement donner le moyen de voter contre des candidats racistes ou anti-immigrés de droite et de l'extrême-droite.

SENEGAL : " JE NE PEUX PAS VOUS AIDER, MAIS VOTRE ARGENT M'INTERESSE "

En ce moment, les différents responsables administratifs du Sénégal (gouverneurs et préfets de régions) sillonnent le pays pour inciter les populations à payer leurs taxes rurales. Dans tous les départements, ils sont accueillis par les mêmes doléances : manque d'eau, besoin de semences. Mais à chaque fois c'est avec leur culot habituel que les envoyés du gouvernement répondent aux paysans. Tout ce qui les intéresse, c'est de récupérer l'argent des taxes rurales.

A propos des semences par exemple, un préfet a expliqué tranquillement que l'Etat avait décidé de ne pas les vendre plus à crédit pour moraliser le milieu des producteurs, et surtout pour répondre à la réaction des paysans qui, cette année, ont refusé en grande majorité de vendre leur arachide aux acheteurs de l'Etat. Seulement, ce qu'il a feint d'ignorer, c'est que les semences n'étaient pas vendues à crédit ; car l'Etat faisait payer d'avance les paysans en retenant sur chaque kilo d'arachide vendu une somme en fonction de laquelle il donnait les semences l'année suivante.

Enfin, pour répondre à la crainte des paysans de manquer de semences s'ils n'ont pas d'argent, le même préfet n'a rien trouvé à dire que de conseiller aux paysans de cultiver autre chose que de l'arachide, par exemple le mil ou le "niébé". Quant à la question de l'eau, alors que dans la région de Tambacounda, en l'espace de 4 mois, sur 32 puits à pompe il y a eu 37 pannes de pompe, un gouverneur expliquait aux paysans de cette région que l'Etat fait un effort particulier pour eux en creusant des puits, mais qu'en contrepartie, il leur fallait prendre d'autres tâches en charge.

Le gouverneur n'a certes pas eu le cynisme de demander aux paysans de se transformer en techniciens pour réparer les pompes. Mais c'est tout comme. Par contre avec quelle obstination tous ces gouverneurs et préfets ont harcelé les paysans pour qu'ils paient les taxes. Ils suscitent l'émulation entre les villages, opposant ceux qui ont payé à ceux qui n'ont pas encore payé, ceux qui ont tout payé à ceux qui n'ont payé qu'à moitié. Comme quoi tous ces parasites se moquent pas mal de ce que nous devenons, mais pour essayer de piquer de l'argent, ils sont forts.

CENTRAFRIQUE :

KOLINGBA AU SECOURS DE HABRE

Le mois dernier, le gouvernement de Kolingba (R.C.A) et celui de Habré ont lancé en même temps leurs troupes de part et d'autre de la frontière tchado-centrafricaine contre les populations civiles accusées de "complicité" avec les opposants armés. Nous avons déjà eu l'occasion de parler des massacres commis au Tchad. Il semble qu'il ait eu également une répression aveugle en Centrafrique, comme le montrent les extraits suivants d'un tract réclamant une "mission internationale d'enquête" et daté du 8 Avril à Paoua (en R.C.A).

"Le 3 Décembre 1984, peut-on lire dans ce tract, au marché hebdomadaire

... / ...

de Bétoko, les consignes sont mises en exécution : une douzaine de jeunes paysans, venus vendre leurs produits agricoles, ont été appréhendés et conduits hors des villages pour être fusillés (...). Depuis lors on assiste quotidiennement à ce genre de tuerie. Le cas plus inhumain s'est produit au village de Bébingui où un jeune homme, abattu à bout portant, est jeté dans sa case qui a ensuite été incendiée " .

"L'armée procède à des arrestations massives et arbitraires. Des innocents ont été torturés et déportés ou jetés en prison (...). Les horreurs et les exactions se poursuivent. Par ailleurs, dans leur rage, les militaires ont détruit par le feu les stocks de produits (semences de coton, engrais chimiques et matériels etc.) de la SOCADA (Société Centrafricaine de Développement Agricole). Il est désormais établi que ces populations sans abris sont condamnées à terme à la famine et sont exposées aux maladies de toute sorte".

Ainsi, quand il s'agit de défendre leur pouvoir, nos dictateurs n'hésitent pas à s'unir pour réprimer leurs peuples. Ceux-ci peuvent suivre le même exemple en se donnant la main par-delà les frontières contre ceux-là.

CAMEROUN :

L'UPC ET LA MANGEOIRE GOUVERNEMENTALE

Le Manidem (Manifeste Démocratique), une des tendances de l'UPC (Union des Populations du Cameroun) présente ici dans l'immigration, publiée dans le numéro d'Avril de son organe "La voix du Cameroun" une déclaration de sa direction. Sous le titre de "la politique actuelle de Biya n'est pas crédible", on peut lire notamment : "M. Biya n'est pas crédible quand il parle d'ouverture en interdisant la délivrance des passeports aux upécistes en exil (...). M. Biya n'est pas crédible quand il parle de libéralisation alors qu'aucun journal d'opposition n'est autorisé".

Plus loin le journal ajoute : "Fidèle à sa politique de la main tendue, l'UPC laisse cependant la porte ouverte à une éventuelle coopération avec le chef de l'Etat au cas où ..." Voilà qui est clair : l'UPC-Manifeste Démocratique critique pour la forme la politique de Biya mais elle est prête à former avec ce dernier un "gouvernement de salut national". Ce qui n'est pas étonnant quand on sait qu'en mai 1984, cette tendance ne s'est pas embarrassée de faire campagne pour le soutien "critique" au dictateur Biya.

Pendant plus de 20 ans, l'UPC - toutes tendances confondues - a incarné une opposition radicale contre le régime de Ahidjio. Mais il a suffi que lui succède Biya, un autre défenseur du même régime, pour que l'UPC-Manidem se précipite pour lui apporter son soutien. Il faut donc croire que cette UPC ne s'attaquait pas au régime lui-même, mais simplement à la personne du précédent dictateur Ahidjio.

Au fond, l'attitude de cette tendance n'est pas difficile à comprendre. Après l'échec de l'insurrection armée dirigée en 1955 par l'UPC originelle contre le pouvoir colonial, celui-ci a trouvé un remplaçant servile en la personne de Ahidjio. Et pendant un quart de siècle, l'UPC affaiblie et divisée a été tenue

à l'écart du pouvoir - sans aucune possibilité d'y accéder dans un proche avenir. Mais voilà que tout d'un coup, le remplacement de Ahidjio offre à cette organisation l'espoir de refaire surface et d'apparaître officiellement au devant de la scène politique. Alors, après tout, pourquoi ne pas profiter de cette occasion, a dû se demander l'UPC-Manidem.

En décidant de soutenir Biya, l'UPC - Manidem pensait-elle vraiment que celui-ci allait s'acheminer "vers le changement démocratique" selon son propre terme ? Pensait-elle vraiment que Biya allait légaliser les partis politiques d'opposition et instaurer le multipartisme comme au Sénégal ? En tout cas depuis deux ans la politique et la pratique de Biya ne vont pas dans ce sens.

Au Sénégal, Senghor et Diouf, dans la voie du multipartisme, ont procédé pas à pas. Ce multipartisme était étalé sur plusieurs années. Petit à petit ils ont autorisé les partis, toléré les journaux d'opposition. Cela n'a pas posé de gros problème. Il n'est pas certain que cette expérience du Sénégal soit tenté au Cameroun. Parce que Biya n'est pas Senghor et il n'a pas nécessairement la même autorité pour contrôler un tel processus, à supposer que personnellement il en ait envie. (Biya n'a, par exemple, probablement pas la même autorité sur l'armée, dont une fraction cherchait à le renverser il y a à peine un an, et dont il est redevable en conservant son pouvoir.

Par ailleurs, dans ce pays deux fois plus grand, avec un bien plus large éventail d'oppositions ethniques, l'évolution vers une forme de parlementarisme est probablement plus difficile à contrôler par les classes dirigeantes. Ensuite Wade, avec son parti le PDS par exemple pose certainement moins de problèmes que l'UPC.

Il faut noter que Biya étant présenté par la presse, -y compris celle de l'UPC- comme un libéral n'a pas semble-t-il éprouvé le besoin de prendre les devants. Les cadres dirigeants de l'UPC - Manidem qui, dans le calcul, croyaient que Biya allait s'orienter vers "le changement démocratique" sont peut-être déçus. Tant pis pour eux.

S'il existe parmi les membres, les sympathisants de l'UPC, toutes tendances confondues, des gens sincères qui pensent qu'il faut changer la situation des masses populaires dont les conditions de vie se dégradent de jour en jour, ce n'est manifestement pas leur parti qui leur donnera satisfaction.

Par le seul fait de demander à gouverner avec Biya, la tendance de l'UPC en tous les cas qui l'a demandé fait la démonstration que son ambition est seulement de gérer l'Etat social existant, pour peu qu'on lui permette de le gérer.



L'AFRIQUE MALADE DU CAPITALISME

Pendant le mois d'avril, le FMI a organisé une série de rencontres entre experts des pays riches et ceux du tiers-monde. La dette jugée astronomique des pays du tiers-monde a été le principal sujet de ces rencontres. Rien que pour l'Afrique au Sud du Sahara, cette dette s'élèverait à 150 milliards de dollars, soit environ 67.500 milliards de FCFA.

Les pays africains, pour la plupart incapables de payer leurs propres fonctionnaires sans l'aide extérieure, sont bien évidemment incapables de payer ces dettes. D'où les cris d'alarme des chefs d'Etat, de Nyérére à Abdou Diouf en passant par Eyadéma du Togo. Chacun y va de son couplet sur l'égoïsme des riches. Les appels à la solidarité interafricaine se multiplient. Il serait même question que lors du prochain sommet de l'OUA, les problèmes économiques prennent le pas sur les habituelles querelles de dictateurs.

Que tous ces valets serviles versent des larmes de crocodile sur leurs difficultés économiques, après tout, ce n'est que dans la logique des choses. Ils jouent leur rôle. Ils sont payés pour maintenir la fiction que dans ce système, avec un peu d'organisation et de solidarité, chaque pays pourrait s'en sortir.

Mais même dans les milieux de l'intelligentsia africaine, il se trouve des gens suffisamment bornés pour penser que si les pays africains sont endettés, voire au bord de la faillite, c'est uniquement ou essentiellement à cause de l'incompétence, de la malhonnêteté des dirigeants. Et qu'il suffirait de "responsables compétents, intègres et patriotes" pour redresser les choses et impulser un véritable développement, l'Afrique disposant des ressources nécessaires pour cela.

Certes, incompétence et malhonnêteté jouent un rôle dans la situation actuelle de l'Afrique. Mais comment expliquer le bilan désastreux de ce quart de siècle d'indépendance ?

L'AFRIQUE NOIRE DANS LE MARASME ECONOMIQUE

Selon un rapport de la BAD (Banque Africaine de Développement) publié il y a quelques semaines à Abidjan, la situation des économies africaines serait "préoccupante". Une manière de dire que c'est la catastrophe.

Ainsi, le PIB (Produit Intérieur Brut) dans les pays d'Afrique Noire n'a augmenté que de 2,7% entre 1970 et 1982. Chiffre qui a encore baissé en 1983 et en 1984. Dans le même temps les pays africains rivalisent à qui produirait sur les meilleures terres de plus de coton, de plus d'arachide, de café ou cacao et autres produits d'exportation, sources de rentrée de devises.

La production vivrière elle, a par contre baissé. Les importations de céréales (maïs, blé, riz) sont montées en flèche, aggravant la dépense alimentaire. De fait, la position de l'Afrique Noire dans les échanges internationaux est tombée de 3,10% en 1970 à 1% environ de nos jours. Quelles qu'aient été les tentatives des uns et des autres, c'est partout le marasme économique. Cette dégradation des économies africaines ne s'explique pas uniquement par la sécheresse ou les conditions climatiques désastreuses dans certaines régions. Il y a le fait que les matières premières produites en Afrique ont vu leur prix chuter ces dernières années, alors que les cours des produits importés ont continué de monter de même que les taux d'intérêt des emprunts.

.../...

Car le système dans lequel nous vivons est ainsi fait que les pays qui fournissent les principales matières premières ne bénéficient d'aucun avantage réel. Les prix de leurs produits sont fixés sur les places financières de New-York ou de Londres par les grandes entreprises capitalistes, en fonction de leurs intérêts à eux, sans que les producteurs aient un quelconque droit d'intervenir. Que cela condamne des millions de personnes à la pauvreté ou à la misère, c'est tant pis.

En plus, il se trouve que bien souvent les projets de développement des pays africains sont basés sur les rentrées de devises attendues de la vente des produits agricoles et des ressources du sous-sol. Mais avec la chute des cours, accentuée depuis 1980, tous les projets mirobolants sont devenus des sources d'endettement.

EN COTE D'IVOIRE

En 1975 - 1977, les prix du café et du cacao, principales productions agricoles ivoiriennes, connaissent une flambée, à cause de gelées au Brésil. Cela fait des rentrées de devises substantielles pour le pays. Se basant sur cette conjoncture momentanément favorable, l'Etat a engagé, avec le concours de banques qui ne voyaient que profit juteux à réaliser à court terme, une série de grands travaux dont la rentabilité était pour le moins douteuse. Et cela sans aucune étude technique approfondie. En 1980, les cours du café et du cacao connaissent une chute brutale. Résultat, l'Etat ivoirien se retrouve avec des projets non rentables qu'il faut achever en s'endettant encore plus.

AU TOGO, AU SENEGAL ...

Le Togo réagit à l'augmentation des prix d'exportation du phosphate, du coton et du café de la même manière que la Côte-d'Ivoire. Les résultats seront les mêmes. Le Sénégal, le Niger connaîtront la même mésaventure.

Face à ces difficultés, ces pays ont dû procéder à une restructuration de leur service de la dette extérieure. Ce qui signifie appel aux services du FMI. Cela s'est traduit par des mesures d'austérité draconiennes. Pour les travailleurs c'est parfois la diminution pure et simple des salaires (cas en Côte d'Ivoire et Togo) et surtout l'augmentation du prix des denrées de première nécessité. Ce qui est une manière de faire payer les populations les plus défavorisées. Cela sans que pour autant l'on assiste à une quelconque relève économique. Par contre la dette des pays elle augmente toujours. On parle d'une proportion de 10,7% d'augmentation de la dette en 1980, 22,4% en 1983, ce qui ne serait jamais vu selon la commission des Nations Unies pour l'Afrique.

Cette réalité dans tous ces pays cités en exemple est celle que connaissent la plupart des pays d'Afrique. Face à cela les choix sont peu nombreux. Ou bien les dirigeants versent des larmes de crocodile dans les conférences internationales, et ils acceptent de payer en faisant appel au FMI. Ou bien ils refusent de payer. Et dans ce cas il y a le risque d'encourir les représailles des pays riches.

Nos dirigeants eux choisissent toujours de "pleurer" et de payer. C'est dans l'ordre des choses. Ils sollicitent l'aide du FMI qui est un instrument des pays riches pour pomper toujours plus d'argent aux pays pauvres. Après le pillage colonial, une autre manière de piller nos pays, c'est de récupérer des sommes colossales sous forme d'intérêt dues au nom de la dette extérieure, ce qui revient à pressurer encore et toujours les populations pauvres.

Bien évidemment l'on nous parle de rééchelonnement, de facilités de paiement. Mais si les représentants des grandes firmes capitalistes, après des simulacres de palabres, acceptent ces soi-disant facilités, c'est parce qu'ils craignent que les conditions draconiennes qu'ils font peser sur les populations des pays pauvres n'entraînent des bouleversements qui remettraient tout en cause. C'est parce qu'ils ont peur que les masses se révoltent et refusent de payer les dettes.

Dans l'histoire de l'humanité, seul le prolétariat russe en révolte en 1917 a osé prendre une telle initiative. Refuser de payer, bien sûr qu'on peut le faire. Mais cela signifierait déclarer la guerre aux bourgeois, aux possédants. C'est cela que les dirigeants de nos pays ne peuvent pas faire. Ils préfèrent livrer les pays au pillage et à l'exploitation. C'est leur manière de payer. Par contre le prolétariat africain peut refuser de payer. Car après tout les emprunts, ce sont les dirigeants qui les ont contractés, et ce sont eux et les riches capitalistes occidentaux qui les protègent qui en ont profité et continuent toujours d'en jouir malgré la crise.

Le prolétariat pourrait donc refuser de payer des dettes qu'il n'a pas contractées. Mais, cela signifierait qu'il devra se battre. Qu'il devrait engager une lutte à mort contre les bourgeois, contre les possédants.

Car ces derniers n'accepteront jamais que le principe sur lequel est basé leur odieux système soit remis en cause; à savoir que tout doit être remboursé, au risque de fausser l'ensemble du mécanisme. Ils emploieraient donc tous les moyens, y compris la violence pour parvenir à leur fin.

Aux prolétaires de ne pas accepter cette violence, à eux de se battre pour leur vie, pour la destruction de ce système dont l'existence signifie la pauvreté et la misère pour les uns, la richesse pour les autres.

BANDOENG TRENTE ANS APRES

conférence de

Le 30ème anniversaire de la/Bandoeng a eu lieu les 24 et 25 avril derniers dans la ville du même nom, en Indonésie. Le président indonésien qui a ouvert cette réunion commémorative a lancé un appel au resserrement de la solidarité entre les pays d'Afrique et d'Asie pour lutter contre la pauvreté des pays du tiers-monde.

En lançant cet appel, il n'a fait que rappeler l'esprit de la conférence qui s'était tenue en 1955 dans cette même ville et avait réuni 26 pays d'Afrique et d'Asie devenus indépendants pour condamner le colonialisme, rechercher les moyens de réaliser leur "indépendance économique" et se regrouper pour former une force "neutre" entre les deux blocs. De cette initiative naîtra en 1961 à Belgrade (Yougoslavie) le mouvement des pays "non-alignés".

En proclamant que les pays du tiers-monde peuvent s'organiser et s'unir en une 3ème force indépendante des deux blocs, les dirigeants de ces pays cherchaient en fait à faire croire à leurs peuples qu'ils pouvaient s'en sortir. Mais leur intention réelle était probablement plus modeste : jouer sur les rivalités entre l'URSS et les pays impérialistes en brandissant une unité, même formelle, pour mieux défendre les intérêts de leurs Etats nationaux.

En réalité, il n'y a pas de mouvement des non-alignés ou de tiers-mondisme, en ce sens que ce n'est pas un mouvement uni constituant une force politique organisée. Les oppositions entre les pays dits non-alignés sont parfois si vives que leur mouvement a failli éclater à Colombo (Sri Lanka) en 1976, puis à La Havane (Cuba) en 1979. Les oppositions sont parfois si violentes qu'elles dégénèrent même en guerre. C'est ainsi que pour des revendications de territoire,

.../...

il y a eu par exemple une guerre entre la Chine et le Vietnam, entre la Haute - Volta (actuel Bourkina Fasso) et le Mali etc., sans parler de la guerre, particulièrement meurtrière entre l'Irak et l'Iran, qui se poursuit encore. Depuis la conférence de Bandoeng, les dirigeants des pays anciennement colonisés acceptent patiemment le joug impérialiste. Et pour ce qui est des objectifs fixés, notamment le développement économique, leurs pays sont au contraire de plus en plus pauvres et dépendants.

En effet, grâce aux multiples structures d'exploitation mises en place par l'impérialisme, ainsi que par le biais de l'échange inégal, les pays riches se sont considérablement enrichis au détriment des pays pauvres. Et ceux-ci sont aujourd'hui endettés jusqu'au cou sans pour autant se développer.

Il ne suffit donc pas d'agiter un drapeau sous forme d'épouvantail pour obtenir de l'impérialisme un changement quelconque. Il faut engager une lutte sans merci contre les pays impérialistes. Car les peuples des pays pauvres ne pourront pas vivre tant que le capitalisme ne sera pas détruit. Et la seule force capable de le faire c'est le prolétariat. En dehors de celui-ci, il ne peut y avoir de 3ème force ou de troisième voie.

EDEM KODJO :

L'ART DE FAIRE DU NEUF
AVEC DU VIEUX

Le livre d'Eden Kodjo "Et demain l'Afrique", semble susciter un certain intérêt dans le milieu intellectuel africain de l'émigration. En témoigne la présence de nombreux africains dans les conférences organisées à l'occasion de la sortie du livre. En témoignent aussi les discussions qu'on peut entendre dans ce milieu sur l'avenir du continent africain un siècle après le congrès de Berlin et 1/4 de siècle après les indépendances, sur les idées panafricanistes etc...

Edem Kodjo, ancien ministre du Togo, ancien Secrétaire général de l'OUA fait dans son livre une sorte de bilan de la situation actuelle du continent africain pour proposer un certain nombre d'idées quant à son avenir. Il explique que l'Afrique après avoir été dépecée et morcelée par l'avidité des puissances coloniales n'est aujourd'hui qu'un conglomérat "d'Etats théoriques", de "pseudo-nations" qui n'ont aucune chance de se développer dans le cadre étroit des frontières héritées du passé colonial. Les 25 années d'indépendances démontrent l'échec de direction suivie jusqu'aujourd'hui.

L'auteur qualifie la plupart des régimes actuels de "despotisme obscur" "autocratiques", préoccupés par des intérêts égoïstes de leur propre survie et n'ayant aucun souci de l'avenir du continent. Ces écrits sortant de la plume d'un ancien ministre d'un régime dictatorial, d'un ancien secrétaire de l'OUA -qui n'est d'ailleurs rien d'autre qu'un rassemblement de ces "despotismes obscurs" que l'auteur prétend dénoncer aujourd'hui.

.../...

Par ailleurs, ces micro-Etats que Kodjo qualifie de "théoriques" ne sont pas aussi "théoriques" qu'il le dit. Car les appareils militaires, policiers et administratifs sont bien réels. En tout cas, les pauvres de nos pays le vivent quotidiennement dans leur chair et leur sang pour le savoir.

Oh, en un certain sens, E. Kodjo n'a pas tort de parler de nations "théoriques" car si dans les pays riches d'Europe, les "nations" française, anglaise ou allemande correspondaient à toute une évolution historique, à des liens économiques tissés par la bourgeoisie, cela n'est pas le cas en Afrique. Mais ce sont tout de même des Etats en chair et en os.

Que propose donc E. Kodjo pour l'avenir de l'Afrique ? Voici ce que l'on peut lire dans son ouvrage : "Ainsi, capitalisme ou socialisme, les deux voies que les dirigeants de l'Afrique indépendante ont adoptées pour le développement de leurs pays, n'ont nullement abouti à assurer la modernisation des sociétés africaines. Année après année, s'amoncellent sur l'espace géographique africain des drames et des catastrophes, témoignages de l'échec des voies de développement et de stratégie choisies". Devant cet échec des "modèles étrangers de développement" il dit qu'il faut s'orienter vers "une idéologie originale qui soit le fruit d'une vision africaine propre de l'histoire". Et cette "nouvelle voie unitaire" a pour nom : "le panafricanisme rationalisé".

Que ce genre de "vision" plaise au petit milieu d'intellectuels petits bourgeois, ce n'est pas le fait du hasard ni un phénomène de mode. Un quart de siècle après les indépendances, ils constatent l'impasse de leur vision nationaliste. Quels que soient les régimes mis en place en Afrique, qu'ils soient installés par l'ancienne puissance coloniale ou issus des luttes populaires radicales, ceux qui se faisaient des illusions sont obligés de constater que nulle part on n'a réussi à développer l'économie, nulle part on n'a vu le "progrès" qu'ils faisaient miroiter pour tromper les masses. Partout c'est la misère et la dictature. Les conclusions qu'ils en tirent ce n'est pas de remettre en cause le nationalisme mais de proposer la même chose, à une échelle plus large. C'est cela leur "vision africaine propre de l'histoire".

C'est d'abord stupide. C'est ensuite irréaliste. Edem Kodjo peut avoir toutes les visions qu'il veut, mais l'histoire de la planète est unique, et depuis bien longtemps. Elle est en tous les cas unique depuis le développement du capitalisme à partir d'un nombre limité de pays bourgeois aujourd'hui développés.

S'il y a un continent qui illustre à quel point aucun pays, aucun continent ne peut poursuivre un développement propre tant le ^{Capital} domine le monde, c'est bien l'Afrique, justement. Car pendant plusieurs ^{siècles} / la bourgeoisie capitaliste d'Occident a pu bouleverser profondément l'Afrique, la piller, de ses richesses comme de ses hommes, sans même que les bourgeois d'Occident au profit de qui tout cela se fit, y aient seulement mis le pied, ou y aient même seulement envoyé des sbires armés.

L'Afrique n'a été directement colonisée, pour sa plus grande partie, qu'au XIX^e siècle. Mais à ce moment-là, les jeux étaient déjà faits, et la ruine de l'Afrique déjà consommée. Oh, ils étaient indépendants, tous ces Etats africains des XVI^e, XVII^e, XVIII^e siècles ! Oh, ils avaient tous leur "vision africaine" des choses ! Mais il a suffi que les bateaux des trafiquants d'esclaves s'arrêtent dans les estuaires, sans même se donner la peine de pénétrer à l'intérieur des terres, pour que la corruption de leur argent modifie, bouleverse, à des milliers de kilomètres de là, tout le continent, ses structures sociales.

Alors, il ne suffit pas de remplacer le nationalisme des petits Etats africains par un nationalisme à l'échelle du continent, pour soustraire l'Afrique

à l'influence de l'économie mondiale, et par conséquent, à l'influence de l'impérialisme. L'Inde n'y a pas échappé ; pas plus que la Chine.

Oh, sans doute, l'unification de l'Afrique, même sur une base bourgeoise, même si cela ne la rendrait pas apte à traiter d'égal à égal avec l'impérialisme, serait un progrès important. Mais cette unification n'est pas à la portée ni des hommes politiques du genre d'Edem Kodjo, ni des classes privilégiées africaines.

Les visions de Kodjo sont destinées à rester des élucubrations, sans une force sociale révolutionnaire pour la réaliser. Les classes privilégiées africaines ne veulent pas que soient détruits tous ces Etats nationaux qui se partagent l'Afrique, car ces Etats sont non seulement la source de leur pouvoir politique, mais aussi, pour l'essentiel, de leurs privilèges économiques. Sans leurs Etats les bourgeoisies africaines seraient infiniment plus débilés qu'elles ne le sont aujourd'hui -et ce n'est pas peu dire-. Et puis, l'impérialisme ne veut pas non plus, de l'unification de l'Afrique. Ce n'est pas pour rien que les puissances coloniales comme la France ont fait éclater, morceller, même les entités territoriales un peu plus vastes qu'étaient l'AOF ou l'AEF, au profit de micro-Etats incapables de résister, incapables de seulement freiner les appétits insatiables de l'impérialisme.

Alors, pour unifier l'Afrique, il faudrait contraindre l'impérialisme, en lui menant une guerre révolutionnaire implacable.

Si les classes pauvres, le prolétariat, la paysannerie pauvre, sont prêts à consentir les sacrifices qu'exige une telle guerre révolutionnaire, eh bien, autant qu'ils fassent alors non pas dans la perspective étriquée d'une Afrique toujours dépendante de l'ordre impérialiste mondial, mais pour détruire cet ordre ! C'est-à-dire autant qu'ils le fassent, non pas dans une vision "africaine" des choses, qui laisserait les classes travailleuses sous l'esclavage des classes riches ; et finalement l'Afrique sous l'esclavage du grand capital impérialiste ; mais dans la vision de l'émancipation de l'ensemble de l'humanité.

Une Afrique révolutionnaire représenterait une force d'attraction considérable, sur tous les peuples Noirs de la planète d'abord, et au delà, sur tous les peuples exploités, humiliés par l'occident impérialiste.

Mais encore faut-il des organisations pour incarner, consciemment cette politique, et qui ne veuillent pas limiter la révolution aux seules limites de l'Afrique, mais qui aient l'ambition de changer le système économique et social à l'échelle du monde. C'est-à-dire, à la seule échelle où, à l'époque moderne, on peut changer les choses.

En d'autres termes, l'unification de l'Afrique est nécessaire et souhaitable. Mais elle ne se fera que par la révolution prolétarienne internationale.

*** *** *** *** *** ***

*** *** *** ***

* * *

A B O N N E M E N T S

= = = = =

FRANCE : 1 an

Pli ouvert : 24 F

Pli fermé : 48 F

A D R E S S E

DUFEAL / COMBAT OUVRIER

Pour le P A T

B P 42

92 114 Clichy-Cédex

CAMARADE, SI CE JOURNAL T'A PLU, FAIS- LE CIRCULER AUTOUR DE TOI ...

PRENDS CONTACT AVEC NOUS ECRIS NOUS

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accordement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.